

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Mission Eolien  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 5 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 18/11/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FP LUX WIND SARTHESAS(exVENTSNORDSARTHE)**

2 rue du Libre Echange  
31500 Toulouse

**Références :** 2025-72\_INSP\_FP LUX WIND SARTHE SAS (ex VENTS NORD SARTHE)\_RAP  
**Code AIOT :** 0006307598

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement FP LUX WIND SARTHESAS(exVENTSNORDSARTHE) implanté lieu dit saint malo 72260 René. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FP LUX WIND SARTHESAS(exVENTSNORDSARTHE)
- lieu dit saint malo 72260 René
- Code AIOT : 0006307598
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VENT DU NORD SARTHE a été autorisée par arrêté préfectoral du 28 avril 2016 à exploiter une installation terrestre de production d'électricité comprenant 5 aérogénérateurs et un poste de livraison sur les communes de René et Thoiré-sous-contensor. Ce parc a été mis en service le 22 octobre 2018 et une première visite de l'inspection des installations classées a été réalisée au mois de mai 2019. Dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection, une deuxième visite de contrôle des installations a été menée le 13 juillet 2021.

La conformité des niveaux sonores, réglementée par l'article 10-1 de l'arrêté préfectoral pré-cité, n'a pas été démontrée et une réclamation sur les nuisances sonores est parvenue en préfecture au début de l'année 2023.

Cette nouvelle visite de contrôle vise l'analyse des démarches réalisées par l'exploitant pour l'obtention de la conformité des niveaux sonores de ce parc éolien.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conformité du balisage aéronautique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande d'action corrective	2 mois
3	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Rapport annuel de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Contrôle des brides de mat, de fixation des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Contrôle des SIS	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès carrossables	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
4	Prescriptions à observer par les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 2	Sans objet
5	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	État fonctionnel des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Liste des systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 3 et 4	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
14	Conformité des niveaux sonores	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les démarches mises en œuvre dans le cadre de la réception acoustique par l'exploitant du parc ont été présentées et justifiées. Les échanges et expertises en lien avec le turbinier ont également été fournis. Le dernier rapport de mesures acoustiques du parc implémenté d'un plan de bridage acoustique, adapté à plusieurs reprises, associé à l'ajout de serrations sur les pales a permis le retour à la conformité du parc éolien. Certains éléments sont cependant demandés pour justifier du suivi du parc.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accès carrossables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placée sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Tous les accès et les plateformes ont été visités, les abords sont entretenus et carrossables. Des dépôts d'amendement ont été observés en bordure de plateforme mais ne gênent pas l'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Conformité du balisage aéronautique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité aérienne
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b>  Le balisage de l'installation a été vérifié sur les 5 aérogénérateurs du parc, il est conforme et fonctionnel sur 4 d'entre eux. L'inspection des installations classées a constaté un dysfonctionnement du balisage diurne de

l'éolienne n°4 et en a informé l'exploitant. L'exploitant a connaissance de ce défaut depuis 15j et est en attente de sa remise en conformité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit informer la DGAC du défaut de balisage sur l'aérogénérateur n°4. Il transmettra à l'inspection des installations classées le justificatif et il tiendra informé du retour à la conformité la DGAC et l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Identification des aérogénérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification
<b>Prescription contrôlée :</b>
Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât.
<b>Constats :</b>
Toutes les plateformes ont été visitées et seul l'aérogénérateur n°1 est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Les numéros présents sur les autres sont passés avec le temps et ne sont plus lisibles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit apposer sur chaque mât le numéro d'identification de l'aérogénérateur pour les éoliennes de 2 à 5.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Prescriptions à observer par les tiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Informations des tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
<b>Constats :</b>
Toutes les plateformes et le poste de livraison ont été visités. Les prescriptions à observer par les

tiers sont affichées en caractères lisibles et au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur ainsi que sur le poste de livraison. Le numéro de l'entreprise a été ajouté sur les panneaux de risques et soins aux électrisés.

Sur ce panneau se trouve également l'identification de chaque aérogénérateur ou poste de livraison.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Propreté des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Propreté

**Prescription contrôlée :**

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

**Constats :**

Les espaces visités, soit l'intérieur du poste de livraison et pieds du mat des aérogénérateurs n°1 et n°2, sont maintenus propres, sans entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Etat fonctionnel des équipements de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Tests de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les rapports de maintenance préventive édités par le turbinier GAMESA. Deux types de rapports sur les vérifications de maintenance sont présents : les maintenances dites mineures (réalisées en avril 2024 puis avril 2025) contenant les contrôles des élévateurs, de ligne de vie et échelle, des extincteurs et des éléments de la nacelle, les maintenances dites majeures (novembre 2024) comprenant également les contrôles des SIS (vérification du fonctionnement des arrêts d'urgence). Ces rapports sont intégralement en français.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Rapport annuel de vérification des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.

**Constats :**

L'exploitant a transmis avant la visite de l'inspection les rapports des vérifications électriques réalisées par la société SOCOTEC sur les 5 aérogénérateurs et le poste de livraison pour l'année 2025 au mois de juillet.

Les rapports précisent un précédent contrôle en juillet 2024, la fréquence annuelle est respectée.

Ces rapports ne présentent pas d'observations, les documents nécessaires au contrôle ont été transmis, cependant une limite de prestation indique qu'"en l'absence d'autorisation de coupure totale des installations électriques par le chef d'établissement et en l'absence d'accompagnement les manœuvres et vérifications intérieures des cellules n'ont pas été réalisées." Le contrôle s'avère donc incomplet.

Le rapport de vérification du poste de livraison fait référence à un chapitre non présent dans le document concernant les prescriptions spécifiques aux locaux à risques particuliers de choc électrique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit permettre le contrôle complet de l'installation et le cas échéant être présent lors du contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Contrôle des brides de mat, de fixation des pales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fixations

**Prescription contrôlée :**

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

**Constats :**

Les justificatifs de contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales ont été demandés avant l'inspection.

L'exploitant indique que ces contrôles sont intégrés dans les rapports de maintenance du turbinier transmis sur 2 années cependant aucun point de contrôle n'y fait référence.

Le contrôle étant réalisé suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans a pu être réalisé sur une autre maintenance que celles dont les rapports ont été fournis.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera que les contrôles des brides et fixations ont bien été réalisés suivant la périodicité demandée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Contrôle visuel des pâles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pales
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a transmis avant la visite des rapports d'inspection de pale (intégralement en anglais) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du turbinier GAMESA en date du 5 juin 2024 ;</li> <li>- de la société 8.2 réalisés par la méthode en accès sur cordes, commandés le 24 mars 2025, rédigés en date du 13 juin 2025 et signés le 6 octobre et le 6 novembre 2025.</li> </ul> <p>Les rapports de la société 8.2 font état sur les 3 pâles des aérogénérateurs E1, E2, E3 et sur 1 pale de E4 et E5 de traces de pollutions à base d'huile provenant des systèmes hydrauliques qui doivent être nettoyées et auxquelles il faut de façon permanente remédier. Il y a lieu de s'interroger sur la prise en compte de ces anomalies au vu des dates de signature des rapports très tardives.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'exploitant doit respecter la périodicité maximale de 6 mois entre deux contrôles de pâles. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs de la prise en compte des anomalies décelées sur les rapports de la société 8.2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 10 : Liste des systèmes instrumentés de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SIS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas</p>



d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité précisant leur fonctionnalité, leur fréquence de test et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

**Constats :**

L'exploitant a transmis avant la visite de l'inspection un tableau du turbinier GAMESA qui liste les SIS du parc éolien de Vent de Nord Sarthe 1 composé de 5 éoliennes G97.

Ce tableau précise le type de capteur, le rôle du capteur, le risque ciblé, et la périodicité de contrôle et les maintenance et test à réaliser sur chaque capteur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Contrôle des SIS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, SIS

**Prescription contrôlée :**

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

**Constats :**

Le tableau récapitulatif des SIS présenté au point de contrôle précédent n'indique pas les dates de réalisation de ces contrôles.

L'exploitant indique que les contrôles des SIS sont réalisés par le turbinier et intégrés aux rapports de "maintenance majeure" transmis. Ces rapports sont intégralement en français.

Les rapports ne permettent pas de statuer sur le respect de fréquence et délai des contrôles des SIS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre les outils de traçabilité qu'il emploie pour justifier du respect des fréquences des contrôles des SIS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 12 : Registre de maintenance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 2

**Thème(s) :** Autre, Maintenance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

**Constats :**

Des registres de maintenances et d'interventions ont été consultés dans le poste de livraison et les aérogénérateurs n°2 et n°1 visités.

Ces registres comportent des anomalies, certaines informations sont manquantes comme le nom de l'intervenant, les heures d'arrivée/départ (indication de voir rapport).

Pour exemple, le rapport de maintenance préventive du 11 avril 2025 sur l'aérogénérateur n°1 indique une fuite sur le groupe hydraulique au point de contrôle n°10 non repris dans les remarques, là où une seconde fuite est signalée en nacelle au point n°13 et reprise dans les remarques avec la localisation (joint tournant).

Le registre présente une intervention le 15 avril du turbinier GAMESA avec un changement de joint tournant. Il y a lieu de se demander si une intervention a généré l'autre ou si il y a erreur de date.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'ensemble des interventions étaient sur un registre dématérialisé tenu à distance sur prise de contact avec la centrale à l'arrivée et au départ.

Ce registre dématérialisé ne permet cependant pas le transfert d'informations entre les différents intervenants sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre un extrait du registre dématérialisé pour l'aérogénérateur 2 et le poste de livraison afin de justifier de l'enregistrement de toutes les interventions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif d'extinction

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

**Constats :**

Les aérogénérateurs n°1 et n°2 visités en pied de mât, ainsi que le poste de livraison, sont dotés de moyens de lutte et de prévention appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur (vérifiés annuellement).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Conformité des niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, Acoustique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles : 5 dB en période diurne et 3 dB en période nocturne

**Constats :**

Suite à l'installation sur les aérogénérateurs de dinotails (serrations) au mois de septembre 2023, une première campagne de mesure s'est déroulée sur la période du 8 décembre 2023 au 12 Janvier 2024. Le rapport indique que les niveaux sonores admissibles, 70 dB(A) en période diurne et 60 dB(A) en période nocturne, sont respectés en limite de propriété quelles que soient les conditions de fonctionnement du parc. Il précise aussi que les tonalités marquées ont été évaluées en tous points de mesure au voisinage et, dans le cadre de cette étude, aucun dépassement du temps limite d'apparition de tonalité marquée n'a été détecté. Cependant les émergences mesurées aux points P3 et P4 en période nocturne et par secteur de vent Sud-Ouest ne sont pas conformes.

Une nouvelle campagne de mesures complémentaires avec le nouveau plan de bridage plus contraignant s'est déroulée sur la période du 13 février au 6 mars 2024. les résultats obtenus ont mis en évidence la conformité de l'ensemble du parc éolien de Nord Sarthe 1 vis-à-vis de la réglementation en vigueur et dans l'ensemble des conditions de vent du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite